INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 mars 2022**

* Au terme d’une séance volatile, les Bourses européennes ont finalement clôturé en ordre dispersé ce mardi, dans un contexte toujours marqué par le conflit russo-ukrainien et l’envolée des cours des matières premières. Au son de la cloche, le CAC 40 a cédé 0,32% à 5 962,96 points tandis que l’EuroStoxx 50 a repris 0,32% à 3 523,60 points. A Wall Street, les investisseurs se montrent plus prudents en fin d’après-midi : le Dow Jones et le Nasdaq Composite abandonnent respectivement 0,64% et 1,17%.
* Si les places du Vieux Continent ont connu une matinée dans le vert, elles ont vu leurs gains se réduire dans l'après-midi, alors que des médias américains rapportaient que Joe Biden était sur le point d'annoncer le boycott du pétrole russe aux Etats-Unis. Boycott qu'il vient effectivement de mettre en place.
* Cette sanction a alimenté la flambée des cours des matières premières, une situation qui, si elle perdure, promet des lendemains particulièrement difficiles aux économies européennes.
* Sur le front des statistiques, pas de surprise du côté de la croissance du PIB de la zone euro lors du quatrième trimestre 2021. Elle a, en effet, été confirmée à 0,3%.
* En revanche, le déficit de la balance commercial aux Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en janvier 2022 (-89,7 milliards, après -82 milliards en décembre et contre un consensus de 87,1 milliards).
* Le pétrole accélère après la décision de Joe Biden de renoncer aux importations de pétrole russe. Le Royaume-Uni fera de même d'ici la fin de l'année. Le baril du WTI gagne 6,5% à 127,3 dollars. Si les importations russes représentent environ 7% des importations totales américaines de pétrole et 8% de la demande britannique (18% du diesel britannique provient de Russie), cette décision a pour conséquence directe une nouvelle tension sur le marché mondial.

L'Union européenne a également pris aujourd'hui des mesures pour réduire la dépendance du continent à l'égard du gaz russe, déclarant qu'elle entendait réduire sa demande de deux tiers d'ici la fin de l'année.

* En fin d’après-midi, le zloty polonais retrouve des couleurs, en progressant de 1,02% à 0,2027 euro pour 1 zloty, alors que la Banque centrale de Pologne (NBP) a procédé à un nouveau tour de vis monétaire. L’institution a en effet relevé son principal taux directeur de 75 points de base pour le porter à 3,50%. C’est plus que ce qu’anticipait le consensus Bloomberg, soit une hausse de 50 points de base.

La NBP cherche ainsi à juguler une inflation qui a atteint 9,2% en janvier 2022 sur un an, soit un plus haut de 22 ans.

La Banque centrale veut également apporter son soutien à sa monnaie, qui a nettement baissé récemment (tombant même à un plus bas historique hier), dans le sillage l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

* Le cours du nickel a dépassé mardi les 100 000 dollars la tonne pour atteindre 101 365 dollars, flambant de plus de 110% au cours de la séance en Asie et de 250% en deux jours. A la suite de cette envolée, le London Metal Exchange a décidé de suspendre pour la journée le contrat le plus actif. La Bourse des matières premières a ultérieurement annoncé que tous les ordres passés depuis 0h00, heures de Londres, seraient annulés. Elle a également décidé de différer la livraison de tous les contrats sur le nickel réglés physiquement et devant être livrés le 9 mars 2022.

Cette flambée trouverait son origine dans une position vendeuse massive détenue par Xiang Guangda, qui contrôle le plus grand producteur de nickel au monde, Tsingshan Holding Group, rapporte Bloomberg citant des sources proches du dossier. Cette position représenterait 100 000 tonnes de minerais, voire plus.

Confronté à la forte progression des cours ces dernières semaines, il aurait dénoué une partie de sa position et envisagerait de la dénouer dans sa totalité. Or pour le faire, il a dû racheter des contrats, alimentant ainsi la hausse du nickel, de même que d'autres détenteurs de positions courtes. Selon les spécialistes, il s'agirait d'un des plus importants short squeeze jamais vu sur ce marché.

A l'instar de nombreuses matières premières, le nickel, qui est notamment utilisé pour la fabrication des batteries pour véhicules électriques, est soutenu par la crise ukrainienne. La Russie étant le troisième fournisseur mondial de ce métal, les investisseurs s'inquiètent d'une baisse des livraisons de nickel du fait de la guerre et/ou des sanctions internationales.

* Le gouvernement s’est engagé à lancer un vaste plan visant à contrôler les 7 500 Ehpad de France en deux ans. Cette annonce fait suite à la publication du livre « Les Fossoyeurs » qui avait relaté des cas de maltraitance dans certains établissements d’Orpea. Les contrôles commenceront avec les Ehpad ayant été signalés. Le gouvernement assure qu’ils seront accompagnés d’un renforcement pérenne et significatif des moyens humains des agences régionales de santé (ARS) dédiés aux contrôles.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, les banques ont vivement rebondi, à l'image de Société Générale (+5,72%) et BNP Paribas (+3,23%), grâce à la forte hausse des rendements obligataires.
* La nouvelle poussée de fièvre sur les cours de l'or noir a soutenu les valeurs pétrolières, comme TotalEnergies (+1,88%), CGG (+15%) ou Schlumberger (+5,28%).
* En revanche, la forte hausse des taux longs a pénalisé les valeurs de croissance telles qu'Eurofins (-9,50%), Teleperformance (-7,40%) et Dassault Systèmes (-7,44%).
* Danone gagne 0,8% à 48,4 euros, sous-performant le CAC 40. Mardi matin, le groupe agro-alimentaire français a dévoilé son très attendu plan stratégique à horizon 2024 intitulé "Renew Danone". Un slogan aussi sobre que la réaction du marché. Pour Jefferies, les objectifs 2022 sont en ligne avec les attentes du consensus, mais le moyen terme semble mal défini. Mais comme rappelle le broker, "c'est en goûtant le pudding que l'on sait s'il est bon". Autrement dit, Danone, qui a très souvent déçu par le passé, sera jugé à l'aune des promesses tenues.

Sous la férule de son nouveau directeur général, Antoine de Saint-Affrique, Danone a donc présenté une stratégie lui permettant "de renouer avec un modèle de croissance rentable et durable tout en conjuguant avec davantage d'efficacité "performance économique de l'entreprise et sa mission". Une pierre dans le jardin d'Emmanuel Faber débarqué en septembre dernier parce qu'il semblait, aux yeux de ses détracteurs, privilégier "la mission" à la rentabilité. Danone a été le premier membre du CAC 40, et à ce jour le seul, à adopter le statut "d'entreprise à mission".

Une société à mission implique la définition d'une raison d'être, des objectifs sociaux et environnementaux à atteindre dans le cadre de la mission et des modalités de suivi de l'exécution de la mission par des organismes ad hoc.

Le propriétaire des eaux Evian et Badoit et des yaourts Petits Gervais et Danette fait de 2022 "une année fondatrice". Il table sur une croissance du chiffre d'affaires en données comparables comprise entre +3 et +5% portée par l'effet prix, et une marge opérationnelle courante supérieure à 12%, tenant compte du réinvestissement de la totalité des économies générées par le plan Local First, d'une productivité supérieure à celle de l'année dernière et d'une inflation du coût des intrants comprise entre 10 et 15% (selon les hypothèses macroéconomiques actuelles).

Le géant de l'agroalimentaire s'attend ainsi à une poursuite de l'inflation et prévoit donc une hausse de ses prix de vente pour la compenser en partie. L'objectif de marge opérationnelle courante ressort en effet assez nettement inférieur au chiffre de 2021, soit 13,7%.

En revanche, le groupe s'inscrit bien sur le chemin de la croissance puisque ses ventes avaient progressé l'an dernier de 3,4%.

* Orange avance de 0,37% mardi à la bourse de Paris, à 10,31 euros par action, après l'annonce de négociations exclusives en vue de fusionner ses activités espagnoles avec Masmovil. Une stratégie qui permettrait à l'opérateur télécoms français de redresser la barre sur son second marché, après une année 2021 particulièrement dégradée. Il a en effet connu en 2021 un repli de 4,7% de son activité en Espagne et de 12,7% de son EBITDAaL (ou l'Excédent Brut d'exploitation après loyer, une mesure clé dans le secteur).

Ce rapprochement prendrait la forme d'une joint-venture contrôlée à parité par Orange et Masmovil, d'une valeur d'entreprise totale de 19,6 milliards d'euros: elle se décompose en une valeur d'entreprise de 8,1 milliards pour Orange Espagne et 11,5 milliards pour Masmovil. L'opérateur français précise que Totem Espagne, sa filiale de gestion de tours de télécommunication, ainsi que Masmovil Portugal ne sont pas inclus dans le périmètre de la transaction.

Le nouvel ensemble représentera un chiffre d'affaires de plus de 7,5 milliards d'euros et un EBITDAaL de plus de 2,2 milliards d'euros. Il sera en capacité de servir 7,13 millions de clients fixes, 20,2 millions d'abonnés mobile, près de 1,5 million de clients TV et disposera du premier réseau fibre (FTTH) espagnol couvrant plus de 16 millions de foyers.

La fusion devrait également générer des économies d'échelle et des gains de productivité dont le montant n'a pas été évalué. Les synergies annuelles sont quant à elles estimées à 450 millions d'euros à partir de la troisième année suivant la réalisation de la transaction, prévue d'ici le deuxième trimestre 2023.

* Difficile de démêler le vrai du faux, selon Invest Securities, dans l'affaire du supposé intérêt de Bolloré pour le rachat du Groupe Dassault Holding, la holding de la famille Dassault. Celle-ci détient des participations dans Dassault Aviation (62% du capital), Dassault Systèmes (40%), Immobilière Dassault (60%) et des actifs dans les médias (Le Figaro) et le vin. Le magazine Marianne avait révélé des informations en ce sens lundi, affirmant que l'opération serait soutenue par l'Elysée. Des propos qui ont surpris plus d'un observateur.

"Vincent Bolloré est toujours là où on ne l'attend pas", rappelle cependant Invest Securities, alors que l'homme d'affaires voudrait réinvestir les 5,7 milliards d'euros à percevoir dans le cadre de la cession de ses activités africaines à MSC.

"L'opération qui reviendrait à recréer un nouveau Matra (au moment où Vivendi va lancer une OPA sur Lagardère) ne peut être totalement exclue, ajoute le broker. Il se pourrait également que cet intérêt pour l'ensemble du groupe soit un moyen de pression pour récupérer uniquement Le Figaro, média que V. Bolloré convoite de longue date".

* Daniel Kretinsky détient désormais 10,01% du capital de Casino, a révélé mardi l'AMF dans une déclaration de franchissement de seuil. Vesa Equity Investment, la holding de l'homme d'affaires tchèque, a en effet acquis de nouvelles actions du distributeur directement sur le marché pour franchir le seuil des 10% le 2 mars dernier. Il détient également 7,42% des droits de vote. Ces acquisitions "ont été financées sur fonds propres et par une facilité de crédit sur marge non confirmée contractée auprès d’une banque européenne", précise l'AMF.

Vesa a l'intention d'accroître à nouveau sa participation dans Casino en fonction des circonstances et des conditions de marché sans toutefois vouloir en prendre le contrôle. La holding envisage également de solliciter la nomination d'un ou plusieurs membres au conseil d'administration du groupe.

* Séché Environnement gagne plus de 4% à 59,7 euros après la publication de résultats annuels en très forte progression. En 2021, le bénéfice net du spécialiste français du traitement des déchets dangereux a plus que doublé par rapport à 2020 (année Covid) pour atteindre 28,4 millions d'euros. Il se situe également nettement au-dessus de l'exercice 2019 (17,8 millions d'euros). Le groupe bénéficie à plein des acquisitions à l'international réalisées ces dernières années, dont en Afrique du Sud en 2021. La part des ventes à l'étranger a ainsi été portée depuis 2019 de 11% à 28%.

Le résultat opérationnel courant et l'EBE ont quant à eux progressé respectivement de 50,5% et 24,3% sur un an, soutenus d'une part par la maîtrise des charges d'amortissement en lien avec la politique d'investissements sélectifs, et d'autre part par les effets de la politique d'efficience industrielle et de la meilleure orientation de ses activités par rapport à l'an passé.

**ANALYSES**

* C'est une nouvelle mutation qui se dessine pour l'Union européenne. Après le succès du financement du programme SURE (destiné à accompagner les mesures sociales des Etats face au Covid) et du plan de relance NextGeneration EU, de nouvelles émissions de dette commune pourraient voir bientôt le jour. Même si la Commission européenne - par la voix du vice-président Frans Timmermans - explique pour l'instant qu'elle n'a pas de pan formel, le sujet devrait être au menu du sommet européen informel de Versailles, jeudi et vendredi prochain.

Objectif : aider les pays européens à faire face aux conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Commission lèverait des montants significatifs sur le marché obligataire, avant de les redistribuer aux Etats membres.

« Nous devons trouver de nouveaux outils pour faire face aux nouveaux problèmes que cette crise soulève », a déclaré lundi soir le commissaire européen à l'Economie, Paolo Gentiloni, devant les députés européens à Strasbourg.

Il s'agit tout d'abord de réduire la dépendance européenne vis-à-vis du gaz (40 % des ressources) et du pétrole (25 %) russes. Lundi, la présidente de la Commission a évoqué la recherche de nouveaux fournisseurs, mais surtout le besoin de développer de nouvelles infrastructures d'énergie propre (solaire, éolien, hydrogène). Ce qui nécessite des investissements massifs.

Les Etats, qui avaient globalement réduit leurs dépenses en matière de défense après la chute du mur de Berlin, vont aussi devoir se rééquiper et se moderniser à marche forcée. Très en retard, l'Allemagne va y consacrer 100 milliards d'euros. Sur l'ensemble du Vieux Continent, les budgets consacrés à l'armée devraient en moyenne augmenter de 25 % .

« Au total, les Etats européens vont probablement devoir augmenter leurs dépenses de trois points de PIB pendant les dix prochaines années », estime Erik Nielsen chez UniCredit. L'aide de l'UE sera donc bienvenue. Reste à savoir quel sera son montant et quelle forme elle prendra. Il pourrait s'agir de prêts à faible taux d'intérêt (comme pour SURE) ou un mélange de prêts et de subventions non remboursables (comme dans le plan de relance).

Dans un premier temps, il serait d'ailleurs possible d'affecter les 250 milliards d'euros (sur 390 milliards) de prêts offerts par le programme NextGeneration UE et non encore réclamés par les Etats. Son cadre pourrait être modifié pour inclure les nouveaux objectifs de financement. Une autre possibilité serait de créer un programme de financement ad hoc. Le nom, à double sens, de Repower EU commence à circuler.

D'ores et déjà, les marchés ont réagi à la perspective de nouvelles dettes européennes. Le taux allemand à 10 ans est repassé en territoire positif après une hausse de 9 points de base (pb), alors que son équivalent italien, fort chahuté ces dernières semaines, baissait de 2 pb. Le « spread » (la différence de rendement) Allemagne-Italie, qui avait atteint 176 pb la semaine dernière, est redescendu à 151 pb. Signe que les investisseurs redoutent déjà moins les conséquences d'une crise énergétique pour Rome.

Plus largement, ces nouvelles émissions ancreraient Bruxelles comme l’un des principaux émetteurs d’obligations en zone euro. Elles pourraient même ouvrir la voie à un programme de financement commun permanent. Une véritable révolution dans la construction européenne.

**L’AGENDA DU 9 mars 2022**

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers